

3.865 jours

Par Marcel Sel

©Marcel Sel 2011. Reproduction autorisée, sauf impression en série,
sous réserve de mention du nom de l'auteur et de l'adresse du blog <http://blog.marcel-sel.com>

Synthèse : après m'être demandé si je n'avais pas déjà tout dit, suite à une impression de déjà-vu permanent, je me dis que ce n'est pas moi qui tourne en rond, mais bien la Flandre. Quand nous, les Belges, calculons 265 jours sans gouvernement, la N-VA calcule 3.856 après les résolutions flammingantes de 1999. Alors, il est temps pour nos politiciens sincèrement démocrates, du Nord comme du sud, de changer radicalement de tactique.

Je n'ai pas publié de grand billet la semaine passée. Bon, je travaille à un nouveau livre. Scoop. Mais là n'est pas la vraie raison — je suis multitâche 64 bits. Il se fait simplement que je me suis demandé ce que je pouvais ajouter de nouveau à ce que j'ai déjà dit depuis 2007. Selstradamus inside ! Le 13 juin 2010, j'écrivais : «(...) la seule chose qu'on puisse sérieusement négocier avec Bart de Wever, ce sont les modalités de scission du pays (...) aucun accord signé avec ce parti n'a la moindre chance d'être respecté.» À cette époque, cela me valait surtout des regards amusés, sinon hostiles. Charles Bricman écrivait que j'étais «un francophonissime déjanté».

Open source à l'Open VLD

Et puis, rendez-vous compte, ce dimanche 6 mars 2011, c'est l'homme politique belge que je respecte le plus, Guy Verhofstadt, qui confiait à l'indiscret Thomas Gadisseux (L'Indiscret, RTBF) : «Moi je vois mal comment on peut négocier avec des partis politiques qui disent qu'ils veulent la disparition de la Belgique.» Eh bien ! Eindelijk ! J'ai attendu, hein ! J'ai poireauté 265 jours pour qu'enfin un homme politique flamand de poids le dise tout haut ! Mais que puis-je encore dire de nouveau après ça ?

Mon programme tourne en boucle

Car, quelle idée j'ai eu d'écrire dès le 28 juin, dans un article de 3,7 Mb intitulé [Dead Calm](#) : «on va regarder Bart et Elio flirter assis sur un détonateur pendant quelques semaines, quelques mois ou quelques années.» J'avais écrit «semaines» au cas où. On en est à «mois» et je serais très étonné qu'on n'arrive pas à «année» au moins au singulier. Dans le même billet de blog, j'ajoutais : «Il n'y aura pas de large avancée dans la réforme de l'État

parce qu'on achoppera toujours sur le même écueil : sous les conditions énoncées par la Flandre, la fin de la Belgique est plus avantageuse [pour les Francophones] que sa continuation.» Vous avez une raison de penser le contraire aujourd'hui ?

Et ce n'est pas tout ! Pourquoi bon sang ai-je eu l'audace de déclarer tout de go sur [LCI](#), dès le 13 septembre 2010, sous l'œil amusé du directeur général de la Fondation Robert Schuman, Pascale Joannin, que la N-VA était dans une «stratégie de pourrissement» ? Six mois plus tard, des écologistes, des libéraux flamands, des journalistes de renom utilisent le même terme. «Pourrissement». Là, au milieu de la pomme pourrie, que puis-je dire de plus ? J'aurais dû garder tout ça pour moi, godverdomme ! Je me suis vampirisé moi-même. Je n'ai plus rien à raconter. Quelle tache !

Copy-paste et copy-right

Et exploitée, en plus, la tache : le 13 octobre 2010, dans son rapport [Belgique : un point sur la crise institutionnelle](#) Natixis titrait le dernier paragraphe : «l'inéluctable mais impossible scission». Boum patate ! Et qui est la biesse qui disait un mois plus tôt, toujours chez Michel Field : «La scission est impossible, mais je ne sais pas si elle est inévitable» ? Allez, devinez... Faites un petit effort de réflexion, quoi. Non, je ne le dirai pas. Mais je vous jure bien que je vais exiger de Natixis une contribution à titre de droit d'auteur. Je tiens à donner cinq fruits et légumes par jour à mes enfants, moi. Ne fût-ce que cinq lychees de chez Lidl ou cinq feuilles de chicon en promo chez Colruyt.

Comme si ça ne suffisait pas, j'ai encore écrit le 27 juillet 2010 dans [Projet pour une nouvelle Belgique](#) : «les «Francophones», eux, ne sont nulle part, parce qu'ils ont omis d'énoncer leur projet politique de société. Si ce projet manque, c'est parce que les partis 'francophones' n'ont jamais vraiment compris qu'il en fallait un.» Pile un mois plus tard, selon RTL, «Le président du MR a (...) reproché aux formations francophones autour de la table des négociations de n'avoir laissé à aucun moment, apparaître un projet ou une vision francophone de la réforme de l'État». Ils me lisent ou quoi ? Quant à prévoir le pire, une scission violente, ça aussi, je l'ai déjà fait, sous couvert de «scénario exagéré» dans Walen Buiten. Ça devient difficile de garder une longueur d'avance dans ces conditions. Si ça continue, je vais devoir me lancer dans l'astronomie pour prévoir la fin prochaine de la planète. Selstradamus system error, moi je vous dis ! Je ne suis pas modeste ? Non. Ne comptez pas sur moi pour être modeste : l'orgueil est un moteur vital !

System error

Mais soyons sérieux : que dire de nouveau, d'intéressant, plus de 300 jours après la démission du gouvernement Leterme 2.4beta5, quand on a déjà détaillé l'essentiel ? Cette question m'a donc turlupiné toute la semaine. Étais-je en train de tourner en rond ? Cette impression désagréable s'est amplifiée quand j'ai eu le malheur de relire quelques pages de mon petit opus vendu en impression numérique *La Flandre, ça n'existe pas*, un recueil d'articles d'Un Blog de Sel, publié en juillet 2009 (in tempore franchement non suspecto). J'y montrais déjà que les résolutions votées par le parlement flamand en 1999 (et qui instituaient en réalité la Nation flamande) étaient devenues le standard des partis flamands — même si ces résolutions sont parfaitement inconstitutionnelles : le parlement flamand n'a pas compétence pour voter des «résolutions». J'y expliquais que les nationalistes du Nord, Vlaams Belang ou N-VA, se comportaient en aigillons, ne manquant jamais une occasion de rappeler aux partis traditionnels, et particulièrement au CD&V, que ces 5 axes étaient le Graal à obtenir dans toute négociation avec les «Francophones». Je répète : suis-je en train de tourner en rond depuis quatre ans ? Eh bien non. J'ai fini par comprendre, ce n'est pas moi qui tourne en rond.

Réseau cdvna intégré

Il a suffi pour cela que je regarde un débat politique flamand ce week-end. Et ce sont Philippe Muyters (N-VA, ministre flamand de l'Imperformance budgétaire) et Stefaan De Clercq (CD&V, ministre fédéral de la Justice hollandaise) qui m'ont permis de comprendre. Rembobinons donc légèrement au dimanche 6 mars 2011. De Zevende Dag (le septième jour). Débat dominical. Comme toujours, tous les partis flamands sont autour de la table. Ivan De Vadder, journaliste vedette de la VRT (télévision publique flamande) préside. On parle de la Belgique, mais il n'y a pas un représentant de parti francophone. Alors qu'on évoque le vrai-faux ultimatum de la N-VA, Philippe Muyters montre à quel point son parti est conciliant : «Cela fait 9 mois que nous coopérons clairement de façon constructive. Nous chercherons une solution jusqu'au bout» déclaret-il. Faut le dire vite. Mais l'important, c'est que juste après, il précise : «il y a des résolutions [de 1999 au Parlement flamand] qui ont été votées il y a 3.856 jours sur ce qu'une réforme de l'État doit contenir.» Et Stefaan De Clercq, CD&V d'acquiescer. Dame ! C'est le CD&V qui a fait voter ces résolutions qui dessinaient une Belgique confédérale, et la fin de la solidarité ainsi que de la région bruxelloise, sans se soucier de ce que Bruxelles et la Wallonie pouvaient en penser.

Backup automatique

Nineteen ninety-nine. Et depuis, la Flandre tourne en rond : le progiciel flamand n'est pas interactif. Il n'y a aucune place pour un programme alternatif. Jean Quatremer (Jeanstradamus) l'écrivait déjà le 4 juin... 2008 dans [La grande Illusion des Francophones](#) : «En réalité, il n'y a rien à négocier, absolument rien». Trois ans auront passé bientôt, et l'on en est toujours au même point ! Didier Reynders,

Elio Di Rupo font comme si quelque chose avait changé. Ils se plantent. À peine Wouter Beke a-t-il été nommé que la N-VA nous refait son show ! Un Jambon toujours indigeste.

Upgrade de 265 à 3856 kb/s

Ce qui m'a le plus frappé dans cette phrase de Philippe Muyters, et que personne n'a relevé, c'est le chiffre ! Au moment où les journalistes égrènent les jours sans gouvernement pour être sûrs de ne pas se tromper de nombre (266, 267, 268...), quelqu'un dans le cabinet de Philippe Muyters est allé calculer le «vrai» chiffre. Celui qui intéresse la N-VA. Non pas l'immobilisme belge, de cela ils se foutent comme de leur premier Commodore 64 ! C'est le chiffre de l'immobilisme de la Cause flamigante qui apparaît tout à coup : 3.856 jours ! Et le CD&V «modéré» Stefaan De Clercq ne peut qu'acquiescer. Oui, ça fait 3.856 jours que la Flandre a décidé du destin de la Belgique, ou plutôt de son destin à elle, à l'intérieur d'une Belgique à son profit. Et peu importent les 265 jours sans gouvernement. Tant que la Belgique n'a pas intégré les résolutions inconstitutionnelles du Parlement Flamand, la Flandre politique (du moins sa majorité) comptera les jours passés depuis 1999. Et pas depuis le 13 juin 2010. Ni même depuis de 27 avril, date à laquelle le roi a accepté la démission du processeur central Letermique.

La Flandre comptera encore un bon moment. Soit jusqu'au jour où elle fera table rase de ces résolutions, nés en même temps que le dogme de la nécessité de la réforme de l'État, ainsi que de celui des soi-disant «transferts de solidarité» (je dis soi-disant, parce qu'ils sont le sens même d'un État européen moderne). Soit, jusqu'au jour où l'on entamera les négociations pour la fin de la Belgique. Ce n'est pas moi, ce n'est pas la presse qui tourne en rond. C'est la Flandre. Et parce qu'ils n'existent plus qu'en tant que porte-drapeaux de ce vote fondamental, le seul espoir que nous ayons de préserver l'État belge est que les trois partis nationalistes flamands, CD&V, N-VA, Vlaams Belang soient ratatinés aux prochaines élections. Ra-ta-tinés. Que celui qui croit une telle chose possible appuie sur «enter» maintenant. Sinon, enfoncez la touche «escape».

Démocratie multitâche ou multi-taches ?

Bien sûr, tout n'est pas perdu. Je constate avec d'autres que des contre-voix s'élèvent. Dans la culture, ou dans l'Open VLD (libéraux, parti de Guy Verhofstadt). Mais les premières sont immédiatement laminées par le rouleau compresseur De Wever, et les secondes sont rappelées à l'ordre par Alexander De Croo, président de l'Open VLD en personne. Or, dans ce combat antinationaliste que doivent mener tous ceux qui croient en l'Union Européenne postnationaliste, il n'y a pas de demi-mesure possible. Comment peut-on croire qu'un discours démocrate multitâche ait la moindre chance de l'emporter contre un virus nationaliste qui pénètre tout ?

Troc à la foire informatique

Car ces nationalistes sont des créateurs de mythes et de concepts qui diffusent leur vision de la Flandre au détriment de toute vision belge. Ceux-là ne font pas de prisonniers : ils disent ce qu'ils veulent, et tant qu'on ne se soumettra pas à leur volonté, rien ne se passera. En face, nous avons les politiciens «de type belge» qui, pour de bonnes raisons, continuent à fonctionner selon le principe, la valeur belge par excellence : le compromis. Or, chez les nationalistes (CD&V inclus) cette valeur n'a pas cours. C'est un peu comme l'Africain qui voudrait faire du troc au marché de Rungis. En Europe, on paye en monnaie. L'Africain aura beau faire le tour des échoppes, il ne trouvera personne pour lui vendre sa marchandise, fut-ce contre un masque peut authentique — mais pas authentifié. Chez les nationalistes flamands, on compte donc désormais en jours depuis les résolutions de 1999. Et on ne compte pas céder quoi que ce soit qui empêcherait, à terme, la réalisation de cette Flandre autonome ou indépendante. On pourra faire tous les compromis que l'on voudra, on n'y changera rien. Aucune réforme de l'État ne pourra être réalisée qui ne soit au seul bénéfice de la Flandre. En disant «Non, sauf si» à la Vande-la-note voici quelques semaines, le CD&V l'a clairement démontré !

Il n'y a donc plus qu'une chose à faire : changer de culture politique, pour tous les partis démocrates du Nord et du Sud. Dire enfin tout haut, sans toutes ces compromissions, ce que dit Verhofstadt, mais pas De Croo. Ce que crie Maingain, mais pas Reynders. Et pendant que Laurette Onkelinx explique qu'on ne peut pas négocier dans ces conditions, Elio Di Rupo relance inlassablement son Credo négociateur. Non ! Ça suffit ! Il faut arrêter, et très vite. Il faut mettre les nationalistes face à leurs contradictions. Et particulièrement ce parti qui est à la dérive depuis 2004 et qui s'appelle «CD&V».

Premier ministre version bêta

Pas nationaliste, le parti de Kris Peeters ? Écoutez attentivement ce que notre premier ministre «fédéral» disait ce week-end à De Zevende Dag : «*Chacun a appris sa leçon. Sous la pression de la crise bancaire, nous avons choisi (en 2008) de gouverner sans être absolument sûrs [d'obtenir notre réforme de l'État], nous avons donc fait confiance à la bonne volonté, et à la parole aussi de ceux de l'autre côté, les Francophones ; il est apparu que nous avons eu tort [de leur faire confiance]... bon, la leçon a porté, cette fois, pas de gouvernement avant qu'il y ait une réforme de l'État qui organise mieux l'État*». Vous vous rendez compte, j'espère, que le premier ministre de tous les Belges était en train, sous nos yeux, une fois encore, de n'adopter que le point de vue de son «camp» flamingant ? Et de mettre toutes les fautes sur le dos des Francophones ? À la télé flamande ? Et quelle faute les Francophones ont-ils commise ? Celle de refuser le Diktat du parlement flamand, voté sans que «nous» n'ayons droit au chapitre ! Démocratie ? Car, oui cette «réforme de l'État» dont parle Yves Leterme, ce n'est pas celle qu'on pourrait négocier, ce grand

compromis belge. Non. C'est de toute évidence celle prévue dans la «Note Octopus du gouvernement flamand» qui résume les cinq résolutions du Vlaams Parlement d'il y a 3.856 jours. Punt aan de lijn.

Champs de valeurs

Or, la Belgique, si elle veut rester membre d'une Union européenne qui aurait de l'avenir, ne peut être qu'une nation postnationaliste, qui ne fonctionne pas sur l'identité, mais bien sur des valeurs. Et parmi celles-ci, il y en a toujours une qui prédomine. En France, c'est le vivre-ensemble. Au Royaume-Uni, c'est l'Habeas Corpus. En Allemagne, c'est le consensus social. En Belgique, c'est le compromis. Ou plutôt, *c'était* le compromis. Peut-on admettre qu'il soit remplacé par la Loi du nombre ? Non. Pas sous l'égide du Traité de Lisbonne. Ou alors, on met l'Europe K.O. depuis son centre.

Solution intégrée

Que pouvons-nous faire ? Arrêter de raconter n'importe quoi pour ne pas effrayer l'électeur. Il est déjà effrayé, l'électeur. Il est même angoissé. Dites-moi donc depuis quand des manifestants syndicaux saccagent des bureaux fédéraux, comme à Liège ce vendredi. Alors, il faut arrêter tout, unilatéralement. Faire la grève des négociations ; la faire ouvertement. Jusqu'à ce que le CD&V accepte de redevenir un parti démocrate, ouvert au compromis. Que les nationalistes Peeters, Leterme, Vanackere, Grouwels, Doomst e tutti quanti doivent céder la place à des chrétiens vraiment démocrates. Jusqu'à ce que les 5 résolutions flamandes de 1999 qui nous empoisonnent l'existence à tous, Francophones, Germanophones, et bien sûr Flamands, soient déchiquetées ou alors, le pis aller, qu'elles soient réalisées, mais dans une Flandre indépendante, sans Bruxelles, amputée d'une partie de sa périphérie.

Vous trouvez cette solution trop radicale ? Vraiment ? Mais dites-moi donc ce qu'il y a de plus radical que de conditionner la formation d'un gouvernement national à l'acceptation d'un Diktat régional ? Elio, Jean-Michel, Joëlle, Didier, mais aussi Wouter (Van Besien), Caroline, Alexander, soyez donc enfin un peu audacieux. Soyez à la hauteur de l'audace du camp nationaliste. Ils bloquent le pays depuis 2007. Refusez ce coup d'État larvé. Oubliez ce compromis qui vous échappera toujours, cette espèce de savonnette que la N-VA remouille à chaque fois qu'on pense la saisir. Dresssez-vous et dites à la Flandre à quelles conditions ce pays peut redémarrer, plutôt que de continuer ce dialogue de sourds qui va finir par rendre l'électeur wallon et bruxellois sauvage. Si vous ne le faites pas aujourd'hui, les prochaines élections devraient sonner le glas d'un des plus vieux pays d'Europe. La Belgique. L'Europe nous regarde. C'est un soulèvement pacifique, mais radical qu'il nous faut. À tous les Belges qui croient encore aux valeurs pour lesquelles nos aïeux se sont sacrifiés. Il faut commencer maintenant. Sinon, nous n'aurons pas convaincu assez de Flamands avant les

prochaines élections. À moins que vous n'ayez vraiment l'intention de nous imposer un gouvernement avec un Philippe Muyters à l'industrie, un Jan Jambon aux finances, un Bart De Wever aux affaires étrangères et un Geert Bourgeois au rapprochement familial ? Dites, vous êtes vraiment sérieux, là ? Koekelberg, la flamandisation de l'armée devraient vous interdire de même y penser !

Changement d'interface

C'est un combat démocrate qu'il faut mener. Le nationalisme est l'inverse de la démocratie. Sous des dehors fréquentables, il renvoie notre civilisation, ainsi que 70 ans de cohésion, de construction et de refus des extrémistes aux chiottes de l'histoire. Je vous demande de regarder la photo d'Helmut Kohl et de François Mitterrand main dans la main. Je vous demande d'écouter le discours de Charles de Gaulle dans Paris libéré. Je vous demande de relire tout Robert Schuman. Je vous rappelle qu'avant d'avoir le droit d'être de gauche ou de droite, nous devons, chaque jour gagner le droit de vivre dans un pays non pas démocratique, mais pleinement démocrate.

System reboot. Endif.

Serait-ce trop demander à nos politiciens, à nos universitaires, à nos journalistes, de militer enfin pour des valeurs, et de jeter aux orties l'ombre sinistre que font planer sur nous les discours identitaires ? Ceux de Le Pen, de Wilders, et bien sûr, de Bart De Wever.